

La difficile émergence d'une petite agriculture amazonienne au Brésil

Philippe LÉNA*

Depuis sa découverte par les Européens en 1500, l'Amazonie n'a cessé de poser, à ceux qui en revendiquaient la souveraineté, de difficiles problèmes de contrôle territorial, de peuplement et d'exploitation économique. Bien qu'il soit encore très difficile d'évaluer la population de l'Amazonie pré-colombienne — les recherches archéologiques sont très insuffisantes et les récits des premiers voyageurs ne concernent que les principales voies fluviales — on peut avancer sans risque de se tromper que la densité moyenne était inférieure à un habitant/km². Des concentrations plus fortes, mais de faible étendue, étaient séparées par de vastes zones peu ou pas occupées.

Près de cinq siècles plus tard, malgré le génocide et le métissage, le boom du caoutchouc et les différentes tentatives d'occupation, le bilan démographique global ne semble pas profondément modifié. La partie amazonienne des différents États montre une faible emprise humaine : Brésil = 1,66 hab/km² (1980) ; Pérou = 2,5 hab/km² (1981) ; Équateur = 2 hab/km² (1982) ; Colombie = 1,34 hab/km² (1981) ; Venezuela = 0,12 hab/km² (1971), etc.

Par ailleurs, et mises à part quelques zones périphériques (zone bragantine au Brésil, piedmonts andins...), le peuplement n'a pu se désolidariser des principaux axes de pénétration. La colonisation récente a eu lieu soit le long des cours d'eau, réactivant ainsi les voies historiques de pénétration et de peuplement — comme c'est le cas de la colonisation spontanée le long du Guaviare et du Caquetá en Colombie, ou encore du Napo en Équateur —, soit le long des routes récemment ouvertes — transamazoniennes, au Brésil ; « routes du

* Géographe expert au musée Goeldi-Belem (Brasil).

pétrole », en Equateur. De vastes « hinterlands » sont donc encore peu touchés et révèlent des densités inférieures à 0,20 hab/km². L'Amazonie se montrerait-elle rebelle aux entreprises humaines ?

Un tel bilan, par son caractère général et statique, ne reflète pas la réalité. Quelques simples constatations amènent à réviser sérieusement ce jugement hâtif :

— un gain de 1,20 à 1,50 hab/km², rapporté à la superficie de l'Amazonie, représente une population totale d'autant moins négligeable qu'elle est en réalité répartie sur une portion limitée de ce vaste ensemble ;

— la majeure partie de ces gains de population a été réalisée au cours des vingt dernières années, grâce à des taux de croissance localement très élevés. Ainsi, le Rondônia (Brésil) a connu un taux de croissance annuel de 16 % entre 1970 et 1980 pour une superficie de 243 044 kilomètres carrés ; mais, sur des surfaces plus réduites, des taux bien supérieurs ont été observés ;

— les pays du Pacte Amazonien ont mis au point des plans ambitieux d'occupation et de valorisation économique de la partie amazonienne de leurs territoires nationaux. Cette volonté politique est neuve par sa détermination mais surtout par son aspect planifié et intégré.

Les politiques actuelles, création d'infrastructures, exploitation des ressources naturelles — hydrocarbures, hydroélectricité, minerais — développement agricole et colonisation, marquent une rupture nette avec le passé. Il est possible de situer cette rupture vers la fin des années soixante.

Au Brésil, on entend beaucoup parler de l'échec de la colonisation amazonienne, en particulier celle qui concerne les petits agriculteurs : « Fermeture de la frontière », retour des migrants déçus à leur lieu d'origine, impossibilité pour le petit paysan d'occuper productivement l'espace amazonien, etc. Certains parlent même d'un nouveau « cycle » voué à connaître le même sort que ceux du passé, c'est-à-dire à laisser derrière lui un peuplement relique de miséreux dont le sacrifice n'aura servi qu'à l'enrichissement de quelques-uns. Qu'en est-il aujourd'hui de cette colonisation agricole ? Il faut, semble-t-il, nuancer les jugements et, tout d'abord, ne pas confondre les niveaux d'analyses.

Si le sort du petit colon amazonien n'est pas ce qu'il devrait être — encore faut-il se garder de généraliser, comme nous le verrons — l'occupation récente, bien que partielle et encore précaire, permet à notre sens d'affirmer que *l'État est en passe de gagner son pari : rendre irréversible le processus d'occupation démographique, l'intégration territoriale et l'exploitation économique de l'Amazonie.*

Au sein de cette dynamique multiforme orchestrée par l'État, la *petite colonisation agricole* a déjà joué, directement et indirectement, un rôle important. Elle devrait certainement être appelée à tenir une place confortable dans le développement de la région si on veut bien lui en offrir l'opportunité grâce à des politiques adaptées.

Pour tenter de définir le rôle possible de cette petite agriculture, il faut mettre en évidence les difficultés qu'elle rencontre et tirer les leçons des échecs et demi-succès. En replaçant les tentatives agricoles dans leur environnement politique et historique, on s'aperçoit que *ce qui aurait dû être leur objectif principal, produire des aliments et denrées pour le marché, a souvent cédé la priorité à des préoccupations politiques et stratégiques qui entravaient leur développement.*

L'HÉRITAGE

Par le Traité de Tordesillas (1494) l'Amazonie appartenait à l'Espagne qui s'en occupait fort peu. Cela permit aux Anglais, Hollandais et Français d'y installer des fortins et des entrepôts durant la seconde moitié du xvi^e siècle et les premières années du xvii^e siècle. Ils remontèrent en partie le cours de l'Amazone et de ses plus proches affluents (Tocantins, Tapajos) à la recherche de bois précieux et d'épices, donnant le départ au commerce des « drogas do sertão » (cannelle, clou de girofle, indigo, salsepareille, rocou, graines oléagineuses, vanille, cacao, etc.) c'est-à-dire à l'extractivisme, qui allait marquer l'Amazonie pour des siècles. Approvisionnés en denrées alimentaires par les populations indigènes, ils n'effectuèrent que quelques tentatives de plantation de canne à sucre.

Ce sont des raisons plus politiques qu'économiques qui vont amener les Portugais à assurer leur domination sur le littoral amazonien. C'est après la fin de la domination espagnole (1580-1640) que des deux couronnes (espagnole et portugaise), vont conquérir le domaine côtier (1616-1647) et repousser vers l'Ouest leurs frontières, pratiquement jusqu'à leur position actuelle.

Afin de mieux défendre les nouveaux territoires, ils vont encourager leur occupation en créant des régions administratives, les capitaineries, données à des personnages importants avec pour tâche de les faire fructifier (1627). Dès le début du xvii^e s. (Belém est fondée en 1616), il y a distribution de terres et encouragement à la venue de colons, pour la plupart originaires d'autres parties du Brésil. Mais les guerres avec les Indiens ne facilitent pas les entreprises agricoles. Par contre, leur asservissement permet leur utilisation pour le transport et la recherche des épices. Le bilan de cette période est mince : seules les régions côtières (principalement São Luis et Belém) voient se développer leurs activités. Des capitaineries plus continentales, comme celle du Xingu, ne donna aucun résultat. Les plantations de canne, de tabac et de coton ne parviennent pas à se développer. On se heurte déjà au manque de main-d'œuvre et à la concurrence du Nordeste qui bénéficie de l'apport des esclaves africains.

Plus décisive et plus dramatique dans ses conséquences est l'ouverture de l'Amazonie centrale et occidentale par le voyage de

Pedro Teixeira en 1637-1639. Elle va entraîner une extension considérable dans l'espace des activités de recherche des épices et des esclaves, la construction de forts et la pénétration des missions religieuses.

De cette époque date ce que l'on pourrait appeler le « système missionnaire », caractérisé, entre autres, par le regroupement des Indiens en villages sur lesquels les religieux exercent le pouvoir spirituel et temporel. Il s'agit d'un vaste remodelage de la géographie humaine amazonienne qui a laissé des traces considérables puisque en effet ces « aldeamentos » sont à l'origine de la plupart des villes et villages de l'Amazonie actuelle (du moins celle des fleuves et rivières). Les missionnaires vont organiser à leur profit le commerce des « drogas do sertão » qu'ils vendent à des commerçants de Lisbonne. Ils vont, en outre, développer la plantation du cacao et maintenir une agriculture indigène autour des villages.

En 1750, année où, par le Traité de Madrid, le Portugal parvient à faire reconnaître juridiquement l'occupation *de facto* des territoires conquis par lui, le marquis de Pombal arrive aux affaires et tente la première expérience à caractère « moderne », on serait tenté de dire « développementiste ». Sûr de ses possessions territoriales, il veut désormais les peupler, les intégrer et y développer le commerce. Parmi les mesures qui nous intéressent, les plus significatives sont :

— Le retrait du pouvoir temporel aux missionnaires et l'expulsion des Jésuites (ordre le plus actif).

— L'encouragement au métissage des colons avec des femmes indiennes par le don de terres, d'armes, d'outils, etc.

— L'autorisation donnée aux Blancs d'habiter les villages indiens de regroupement.

— La création de la Compagnie Générale de Commerce du Grão Pará et Maranhão (qui ne durera que 23 ans).

Le bilan de cette occupation peut se résumer en cinq points :

1° Très forte acculturation indigène et création d'une sorte de classe paysanne indigène et métisse (caboclos).

2° Introduction d'esclaves africains (toujours en petit nombre cependant).

3° Croissance de l'élevage implanté à la fin du xvii^e s. à Marajó et dans le Bas-Amazone.

4° Appui à l'agriculture, mais qui ne connaîtra un développement réel que dans la région de Belém.

5° Installation de petites industries (huileries, tissage) dans l'intérieur.

S'il a détruit le système missionnaire, le système pombalien n'a pas été assez loin pour pouvoir le remplacer par une dynamique régionale réelle. Il s'est heurté au manque de main-d'œuvre, à l'immensité, à la lenteur des interactions et des échanges. Il n'a pu structurer un espace social et économique différent, susceptible de concurrencer l'extractivisme.

À la fin du siècle, et suivant le même modèle, Lobo D'Almada introduit l'élevage en Roraima alors qu'à Manicoré une colonie de Tsiganes expulsés du Portugal préfigure les essais de colonisation du xix^e siècle (Oliveira, 1983).

En 1835, la révolte contre l'élite portugaise, connue sous le nom de « cabanagem », à laquelle participent certains groupes indigènes, a fait chuter la population de 30 % (Oliveira, *op. cit.*) et ruine le peu d'économie agraire existante.

Dans ce désert économique et face à la croissance de la demande mondiale à partir de 1850, l'extraction du latex se répand très rapidement et accélère le déclin agricole. Là encore, la main-d'œuvre manque : lors de sa création en 1850, la province du Rio Negro n'avait pas 30 000 habitants. Pour faire face, l'immigration est encouragée, surtout celle des Nordestins frappés par les sécheresses de 1877-79 et 1888-89 (en 1970, face au même problème, l'Amazonie sera encore présentée comme la solution). Environ 300 000 d'entre eux s'installent en Amazonie. Des colonies indigènes sont créées (on en retrouve le principe dans le récent projet « Calha Norte » qui vise le contrôle, l'occupation et le développement de la frontière Nord).

Parallèlement, la colonisation agricole est encouragée pour faire face à l'accroissement de la demande urbaine : Portugais, Chinois, Américains (Santarém), Français (Benevides), Espagnols, Juifs d'Afrique du Nord (Oliveira, *op. cit.*), etc. On n'en finirait pas d'énumérer ce « cimetière de colonies agricoles » (Gourou, 1982), car en effet, la plupart de ces colonies se désagrègent rapidement. On prévoit néanmoins à la fin du siècle l'installation de 100 000 familles d'étrangers en dix ans. Ce chiffre ne sera, bien sûr, jamais approché et les quelques centaines de familles européennes qui viendront préféreront le Sud du pays. Très vite on s'aperçoit que la colonisation coûte cher. Ainsi, l'occupation par des Nordestins de la voie ferrée Belém-Bragança sera accusée d'être un gouffre et de ne rien produire. Par ailleurs, beaucoup de colons, notamment Brésiliens, sont attirés par l'extraction du latex, qui se révèle être un leurre étant donné le système de production en vigueur ; d'autres (Portugais, Syriens, Libanais) se font commerçants sur les fleuves et rivières (Oliveira, *op. cit.* ; Santos, 1980). La chute des prix du caoutchouc entraînera l'écroulement du système, le reflux de la migration et la stagnation de la région.

Il est intéressant de constater que, pour expliquer l'échec des colonies, on invoque déjà les problèmes d'adaptation à l'écologie locale, le manque de sélection et de formation des colons et les carences administratives (Oliveira, *op. cit.*). Et la malaria !

À partir de 1929, commence l'immigration japonaise à Tomé Açu et Maues. Après des débuts difficiles (les premiers colons sont pratiquement annihilés par la malaria) et une interruption durant la guerre, l'immigration reprendra mais restera limitée. Fondée sur la culture du jute, du poivre et du guarana, elle est une des rares tentatives de colonisation à avoir connu un certain succès. Le municépe de Tomé

Açu produit aujourd'hui des fruits de la passion, des papayes, du poivre, du cacao et des légumes.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, face aux besoins en caoutchouc des USA, 100 000 Nordestins vont à nouveau participer à l'effort de production demandé au Brésil. Dans les années cinquante, après l'abandon du programme, beaucoup resteront sur place, notamment en Rondônia et dans l'Acre.

Après la guerre, des États et Territoires (Maranhão, Rondônia, Roraima...) créent de petites colonies pour assurer l'approvisionnement des villes. La plupart vont végéter jusqu'à nos jours sans remplir leur tâche, les villes devant avoir recours à l'importation d'aliments. On a souvent invoqué les sols, mais il semble que leur demi-échec soit plutôt dû au manque d'appui, à la faiblesse des débouchés et aux difficultés de transport.

Les gouvernements coloniaux, impériaux et républicains ont, semble-t-il, toujours pensé que le contrôle et la défense du territoire passaient par l'accroissement des effectifs démographiques, qui lui-même ne pourrait être obtenu et maintenu que par le développement d'activités économiques. D'où l'appel aux colons étrangers, les distributions de terres, les lois sur le métissage, etc. Mais face au développement grandissant de « l'autre Brésil » qui polarisait les facteurs de production, ils n'ont pu se donner les moyens nécessaires à cette entreprise. D'ailleurs, comment un pays aussi peu peuplé que le Portugal aurait-il pu mener à bien une politique de peuplement sur un aussi vaste territoire ? Le Brésil lui-même n'avait-il pas, il y a un siècle, au moment de l'abolition de l'esclavage, seulement une douzaine de millions d'habitants, en majorité Noirs et Métis ?

Les conditions offertes à l'Agriculture en Amazonie (manque de main-d'œuvre, isolement et difficultés de transport, insécurité, malaria, éloignement des marchés, etc.) ne lui ont pas permis de se développer. Si le cacao était encore la première exportation amazonienne en 1650 (Santos, *op. cit.*), on doit constater qu'il a fui le *Crinipellis pernicioso* pour s'installer dans la Bahia, où il a connu le brillant avenir que l'on sait ; de même le café est allé en Espírito Santo, Rio et São Paulo. Quant au sucre et au tabac, ils se sont fixés dans le Nordeste. Ce n'est que récemment que ces produits ont effectué un retour, d'ailleurs prometteur, en Amazonie.

Le génocide des Indiens et leur déportation, par la baisse de population qu'ils ont entraînée, constituent sans doute un des éléments explicatifs de la stagnation amazonienne. Le « système missionnaire », malgré tous ses défauts, préservait au moins les hommes et les savoir-faire. Sa destruction a entraîné une régression encore plus grave que le processus de l'aldeamento lui-même.

L'extractivisme, renforcé à l'époque du caoutchouc, n'a entraîné aucune accumulation locale, il a organisé le drainage des produits le long des voies navigables et la réalisation de leur valeur hors de la région. Les espèces monétaires ne circulant pratiquement pas dans le

processus de l'« aviamento » (paiement du produit en marchandises) aucune circulation, aucun échange n'était possible.

LA RUPTURE

La superposition de ces différentes strates historiques a produit la société amazonienne traditionnelle, que l'on peut encore observer aujourd'hui, essentiellement riveraine, orientée vers le débouché atlantique et Belém. La région Nord compte, en 1960, 2 561 782 habitants, soit 0,71 hab./km², 0,45 hab./km² si l'on soustrait les capitales des États et des Territoires ainsi que Santarém. *Fortement inégalitaire, paternaliste, la société amazonienne vit en grande partie sur les restes de l'organisation économique héritée du passé* : extraction du latex, cueillette de la noix du Brésil, culture des bourrelets de berge périodiquement inondés et pêche. Les « coronel de barranco » (propriétaires terriens, militaires, fonctionnaires, éleveurs, titulaires de droits d'exploitation de zones riches en hévéa et noix du Brésil, commerçants aisés), souvent politiciens, jouissent d'une très grande autorité. Mais, avec la retombée de la fièvre extractiviste de la Seconde Guerre, les liens avec les « patrons » se relâchent, l'approvisionnement devient irrégulier, et surtout la vente de la farine de manioc et du poisson n'est rentable que dans la proximité des grandes villes, rendant encore plus difficile l'accès aux biens manufacturés autrefois obtenus en échange des produits de cueillette.

Les petites villes et villages voient la qualité et la quantité de leurs services diminuer. Certains municipes souffrent d'une perte absolue de leur population, d'autres d'une perte seulement relative. C'est l'exode rural, que la zone franche de Manaus vient accélérer. Le taux d'urbanisation évolue de 27,6 % en 1940 (77 % de la population urbaine habite alors Manaus et Belém) à 31,5 % en 1950 et 37,38 % en 1960, alors même que la région dans son ensemble ne parvient pas tout à fait à maintenir sur place sa croissance naturelle. Les *vides démographiques* tendent à s'accroître dans certains secteurs, notamment en Amazonie occidentale.

La plupart des gouvernements, et particulièrement les milieux militaires avaient toujours été conscients du danger que représentaient ces vides démographiques pour la souveraineté nationale. La conjonction de deux séries d'événements va précipiter les choses ; d'une part, les regards de plus en plus intéressés portés sur l'Amazonie par la communauté internationale font craindre aux responsables des tentatives d'internationalisation ; d'autre part, à la faveur de circonstances politiques et sociales conflictuelles, les militaires vont assumer le pouvoir. Appuyés par le « miracle brésilien », ils vont détenir la possibilité de développer leur projet stratégique d'intégration nationale. Celui-ci va procéder à la « capture » du bassin amazonien, en

particulier de la rive droite de l'Amazone, pour le drainer dans le sens Nord-Sud, en direction du centre économique et politique du pays, grâce à la construction de très grandes routes. Les stratégies militaires continuent et amplifient une dynamique commencée avec l'ouverture de la Belém-Brasília, en 1960. La Cuiaba-Santarém et la Cuiaba-Porto-Velho vont relier l'Amazonie centrale et occidentale au cœur du Brésil. La transamazonienne, de direction Est-Ouest, est la matérialisation de la devise du Président Medici : « des terres sans hommes pour des hommes sans terres » ; elle est destinée en grande partie à permettre aux excédents démographiques du Nordeste de se déverser en Amazonie. Quant à la « Perimetral Norte », elle vise la surveillance et le peuplement de la frontière Nord (son coût prohibitif et le choc pétrolier ont entraîné l'arrêt des travaux). La Belém-Brasília est asphaltée à la fin des années soixante, la Cuiaba-Porto-Velho au début des années quatre-vingts et un premier tronçon de la transamazonienne devrait l'être en 1988.

La création de la SUDAM, Surintendance pour le Développement de l'Amazonie, de la Banque d'Amazonie et de l'INCRA, Institut National de Colonisation et Réforme Agraire, va fournir aux pouvoirs publics les instruments de leur action. Les projets sont ambitieux : 100 000 familles sont prévues le long de la transamazonienne et un schéma de colonisation, au départ modeste, est installé en Rondônia. Son avenir sera paradoxalement plus brillant que celui de la transamazonienne, pourtant beaucoup plus planifié.

Après quatre années, devant les coûts élevés des installations et les faibles perspectives de production, le gouvernement change de politique (1974). Il continue à installer des colons, mais selon un rythme plus lent et en réduisant l'aide aux colons. Il renonce aux vastes plans d'occupation et se retourne vers le capital privé, autre volet du Plan d'Intégration Nationale qui va désormais recevoir la priorité. *L'Amazonie est alors perçue comme un immense réservoir de ressources naturelles que l'entreprise privée est appelée à exploiter avec l'aide de l'État* (dégrèvements fiscaux, prêts incitatifs, etc.). Une dizaine de pôles de développement sont créés afin de mettre à profit les infrastructures existantes et planifier les investissements ; ils sont soit à dominante agricole (surtout élevage) soit centrés sur l'exploitation minière.

L'ouverture de l'Amazonie et le relatif retrait de l'État déclenchent un fort mouvement de spéculation foncière, associé à la création de *fazendas* d'élevage de très grandes dimensions. Les paysans sans terres ou minifundistes attirés par l'ouverture des routes et les paysans traditionnels expulsés par le mouvement spéculatif vont entrer en conflit violent avec les éleveurs.

L'État a ainsi déclenché un mouvement qu'il n'a plus les moyens de contrôler, du moins avec les instruments qu'il a choisis d'utiliser : soutien d'ailleurs, plus local que fédéral, aux éleveurs, et règlement des conflits au coup par coup. *L'élevage, comme dans toute l'histoire du Brésil, redevient le fer de lance de l'occupation de l'espace.* En fait, il

s'agit souvent de pâturages grandement sous-utilisés dans la mesure où la finalité était spéculative et visait avant tout la captation des avantages financiers.

Quoi qu'il en soit, l'État a réussi son objectif de désenclavement de l'Amazonie, le reste est une question de temps. Seule la rive gauche de l'Amazone/Solimões est encore considérée comme vulnérable du point de vue des théoriciens de la Sécurité Nationale. C'est en effet la région la plus isolée. Faiblement peuplée (elle a en partie échappé à Pombal et au boom du caoutchouc), très mal intégrée, elle partage une frontière avec cinq autres pays. Récemment, les autorités militaires et le Conseil National de Sécurité ont proposé avec succès l'adoption d'un plan d'intégration de la zone (Projeto « Calha Norte ») qui prévoit l'installation de bases militaires, la création de colonies indigènes et de projets de colonisation. Ici encore, c'est *l'aspect géo-politique qui prévaut* sur l'aspect économique pour ce qui est de la localisation des implantations. En revanche, *c'est l'économique qui, en retour, décidera du succès* de ces dernières. On peut cependant s'attendre à ce que l'intervention de l'État oriente leur évolution : si la substitution progressive des petits colons par des éleveurs n'a pas de conséquences stratégiques quand il s'agit du Sud du Pará, elle n'aurait pas la même signification le long de la frontière.

Si des échecs, des reculs ou des stagnations sont envisageables, notamment dans les régions les plus isolées, la dynamique d'ensemble paraît irréversible. Il s'agit d'une *coupure très nette avec les tentatives du passé*, concrétisée par l'édification du réseau routier.

Après dix années (1980), les résultats étaient déjà sensibles au niveau du rééquilibrage et du dynamisme démographique :

— En 1960, la population de la région Nord représentait 3,6 % de la population du pays, taux historique si l'on excepte une brève poussée à l'époque du caoutchouc (4,6 %). Le taux de 1980 était de 4,94 % et les prévisions de l'IBGE permettent d'avancer un chiffre de 6 % au moins pour 1988. C'est encore peu, mais outre le fait que l'immigration continue, il faut y ajouter l'effet à moyen terme d'une pyramide des âges nettement plus jeune que la moyenne nationale.

— La région Nord est celle qui connaît le plus fort taux de croissance total mais aussi rural (le seul d'ailleurs à se situer au-dessus du taux de croissance naturel).

Notons cependant que *l'Amazonie dans son ensemble a reçu moins d'immigrants durant la période en question que la seule ville de São Paulo.*

— La majeure partie de la population agricole, tout comme celle de la production, ne se situe plus dans la *varzea* mais sur la *terra firme*, à l'inverse de ce que préconisent les spécialistes qui se basent sur la « vocation naturelle » des sols. *Il s'agit d'une transformation profonde, non seulement géographique mais encore plus culturelle* : la majeure partie des agriculteurs amazoniens n'est plus originaire d'Amazonie.

	Superficie km ²	% du terr.	Hab./km ²	Taux cr. ann.	Taux d'urb.
Brésil	8 511 965	100	13,98	2,48	67,6
Sud	577 723	6,79	33,87	1,43	62,41
Sud-Est	924 935	10,87	56,33	2,64	82,79
Nord-Est	1 548 572	18,19	22,60	2,16	50,44
Centre-Ouest	1 879 455	22,08	4,02	4,05	67,75
Nord	3 581 180	42,07	1,66	5,05	51,69

	Taux croiss. ann. popul. rurale	Taux croiss. ann. popul. urbaine
Brésil	0,62	4,44
Sud	— 2,47	4,98
Sud-Est	— 1,99	3,99
Nord-Est	0,55	4,10
Centre-Ouest	— 0,78	7,69
Nord	3,71	6,44

(Source : IBGE, Recensement National, 1980).

Par ailleurs, une fois que l'on bénéficie de voies d'accès, la mise en valeur de la *terra firme* pose moins de problèmes (notamment phytosanitaires) et ne rend nécessaire aucun aménagement coûteux.

— Malgré ses aspects négatifs, *l'incorporation des terres au circuit marchand* marque également une importante rupture. Un jour ou l'autre s'établira une relation moins lâche entre le prix de la terre et la valeur de ce qu'elle peut produire. Jusque dans les projets de colonisation ou dans les zones d'occupation spontanée, les terres font l'objet de transactions monétaires sous couvert de l'indemnisation du travail incorporé (zones défrichées ou plantées, maison, puits, ...).

— La croissance urbaine tend à *ratrapper* rapidement la moyenne nationale (le taux d'urbanisation est probablement de 68 % en 1988 ; cf. IBGE). Ceci est dû à plusieurs facteurs :

1° Le blocage foncier. Les immobilisations foncières spéculatives rendent difficiles et dangereux l'accès direct à la terre, alors que le processus officiel est long et limité.

2° L'effet d'entraînement d'une société fortement urbanisée (le taux d'urbanisation du Brésil en 1988 doit se situer autour de 75 %, c'est-à-dire qu'il est supérieur à celui de l'Italie en 1975 et proche de celui de la France à la même date ; si la structure de cette urbanisation est fort différente, le phénomène n'en est pas moins significatif). Même l'agriculture pionnière doit aujourd'hui s'appuyer sur des services

(banques, écoles, hôpitaux, magasins, ...) dont beaucoup de colons jouissaient déjà sur leur lieu de départ. La ville est également un relais, un lieu de passage et d'attente d'un emploi ou de terre. En se nourrissant de l'immigration, elle diversifie ses activités et devient encore plus attractive. En tant que marché, relais et lieu de transformation des produits, elle constitue la meilleure chance de stabilisation d'une agriculture amazonienne.

3° La migration est de plus en plus *d'origine urbaine et à destination de la ville*. La frontière, au départ essentiellement agricole, offre aujourd'hui des opportunités à toutes les catégories sociales.

— La « frontière agricole » a entraîné, en particulier dans le Pará et le Rondônia, une *modification de la structure foncière en faveur des petits et moyens producteurs*. Ceci au sein d'un cadre général d'intense concentration foncière.

— Certaines cultures tropicales effectuent un retour en force en Amazonie. C'est notamment le cas du café et du cacao. Ce dernier, bien traité, obtient des rendements supérieurs à ceux de la Bahia, principale région productrice.

LES PERSPECTIVES

Malgré l'existence de nombreuses nuances, il est commode de classer les points de vue concernant le futur agraire de l'Amazonie en deux groupes : ceux qui croient à une place importante de l'Agriculture au sein du processus de développement régional, et les autres... Remarquons cependant que rares sont ceux aujourd'hui qui nient la possibilité matérielle d'un tel rôle ; les critiques portent essentiellement sur l'artificialité des dynamiques actuelles, les formes de développement et les choix politiques.

Les dynamiques. À la question : « pourquoi occuper l'Amazonie ? », nous avons vu que la réponse n'est pas du côté de l'agriculture. Parmi les pays qui ont les politiques de développement amazonien les plus actives (Brésil, Pérou, Colombie, Équateur) le Brésil est certainement, comme le faisait remarquer P. Gourou (1982), celui qui a le moins besoin de son Amazonie. Dans les Andes, la forte natalité et la pression qui en résulte sur un espace cultivable restreint et difficilement modernisable, entraînent une forte émigration. Même au prix de réformes agraires poussées, la zone côtière ne saurait absorber ces excédents, et les villes affrontent déjà de difficiles problèmes de chômage et de sous-emploi. La colonisation de l'Amazonie peut devenir une solution. Tout autre est le cas du Brésil, qui mise en quelque sorte sur l'extensivité pour occuper son territoire. La croissance historique de la production agricole brésilienne doit presque tout à l'incorporation de nouvelles terres à l'agriculture (au rythme de

3,5 % par an) et très peu à l'augmentation des rendements. Par ailleurs, des calculs ont montré que les États de São Paulo, Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Parana et Minas Gerais pourraient à eux seuls et sans grande difficulté, nourrir de façon satisfaisante une population double de celle du Brésil actuel et multiplier par deux les exportations agricoles. En ce qui concerne les denrées tropicales, le cacao est produit dans la Bahia, le café dans la région Sud-Est, l'hévéa s'est adapté à l'État de São Paulo... Dans ces régions, la proximité des marchés et des facteurs techniques essentiels à une agriculture moderne représente un atout considérable. Leur destiner les investissements serait sans doute plus rentable à court terme. En revanche, l'exode rural serait encore plus fort qu'aujourd'hui.

Les motivations qui expliquent le processus d'occupation sont donc avant tout géo-politiques mais aussi géo-économiques : assurer la souveraineté nationale sur l'espace et les ressources naturelles, et élargir les bases du développement grâce à leur exploitation. Il y a pour la première fois dans l'histoire de l'Amazonie, conjonction de plusieurs types de mise en valeur qui peuvent éventuellement entrer en synergie. Pour la première fois également, ces activités s'appuient sur des dynamiques sociales et économiques fortes :

— La capacité globale de l'économie brésilienne est parvenue à un niveau qui lui donne les moyens d'entreprendre et d'emprunter sur une grande échelle afin d'exploiter les ressources naturelles amazoniennes récemment découvertes, en particulier :

1° Les matières premières minérales (bauxite du Trombetas, fer de Carajas, ...). Des industries créatrices d'emplois sont installées (aluminium à Barcarena, sidérurgie à Marabá).

2° Les hydrocarbures et l'hydroélectricité. La recherche de l'indépendance énergétique et des économies de devises sont un objectif prioritaire. L'Amazonie est, semble-t-il, bien pourvue. Quelques forages pétroliers prometteurs laissent penser que la contribution amazonienne peut être significative. Mais c'est surtout l'hydroélectricité qui retient actuellement l'attention, étant donné l'ampleur des équipements prévus et leur impact écologique, social et psychologique. C'est non seulement le Nordeste, déficitaire en période de basses eaux, qui compte sur l'appoint amazonien, mais aussi le Sud industriel. Le nucléaire piétine et les sites de barrages du Sud sont soit déjà utilisés, soit trop coûteux, étant donné l'échelle des transferts de population qu'il faudrait opérer. En pleine phase d'équipement et d'industrialisation, doté de surcroît d'une population à croissance rapide, le Brésil voit sa consommation d'énergie électrique augmenter de 9,8 %/an de 1977 à 1987, alors que l'offre plafonnait à 8,4 %. Une série de barrages est prévue, dont un ensemble correspondant à 20 000 MW sur le Xingu. Mais les difficultés de financement actuelles font planer une menace de récession. Les États du Nord, craignant de se voir transformés en province énergétique, demandent à percevoir une taxe sur les matières premières et l'énergie qu'ils exportent afin de

promouvoir leur propre croissance. De même, les projets miniers doivent être accompagnés d'un plan intégré de développement comme c'était le cas pour le gisement de Carajas, dont la plus grande partie de ce qui n'était pas purement minier a été abandonnée.

— *La dynamique démographique générale du Brésil permet pour la première fois d'envisager l'occupation effective de l'intégralité du territoire.* Ceci n'était guère pensable à l'époque de l'Empire, quand le Brésil comptait sept à huit millions d'habitants, ni même en 1950, lorsqu'il en avait cinquante deux millions. Aujourd'hui, l'État peut compter sur une population de cent quarante millions de personnes et une pyramide des âges jeune. Dans douze ans, en l'an 2000, il y aura 180 millions d'habitants au Brésil, même en tenant compte d'une baisse de la natalité accentuée. Trente cinq ans après le recensement de 1980 (soit en 2015), plus de cent millions de nouveaux Brésiliens se seront répartis sur le territoire. L'État leur aura en quelque sorte ouvert l'espace dans les années soixante-dix et il dépendra des politiques choisies que les hommes ne viennent pas seulement accroître le poids des régions centrales. Devant ces chiffres, on perçoit l'impuissance des politiques de transfert de population, par ailleurs fort coûteuses et relativement inefficaces. Seuls des plans de développement régionaux prévoyant de nombreuses créations d'emplois et des mesures incitatives, seront à la mesure de la tâche.

— *La fin de « l'expansion de la frontière ».* Lors des tentatives précédentes d'occupation de l'Amazonie, il n'y avait pas continuité de l'espace occupé entre celle-ci et le centre dynamique. Aujourd'hui, c'est chose faite.

La frontière au xx^e s. a progressé selon plusieurs étapes, en partie superposées dans le temps : dans les années trente, ce fut l'Ouest de São Paulo, puis le Nord-Ouest du Parana et le Sud de l'actuel Mato Grosso du Sud. Ceci jusqu'au début des années soixante quand le relais est pris par le Goiás (sous l'influence de la Belém/Brasília), le Mato Grosso et l'Ouest du Maranhão. Enfin, après 1970, et grâce aux infrastructures créées par les pouvoirs publics, l'Amazonie est atteinte. Seule la partie occidentale (Ouest et Nord-Ouest) « résiste » encore car elle n'a pas bénéficié des ouvertures de routes. Le projet « Calha Norte » est destiné à combler cette lacune. Avec lui s'achève la multi-séculaire fuite en avant, et peut-être même toute une culture, celle de l'esprit pionnier. Il faudra maintenant gérer l'acquis, les espoirs ne pourront plus être reportés dans un espace quasi mythique. L'extrême-Nord du Brésil, le Roraima (accessible par la route) sera peut-être le Rondônia des années quatre-vingt-dix, avec les conséquences que l'on peut imaginer sur les populations indigènes encore peu touchées. L'asphaltage de la Manaus-Boa-Vista, la construction du barrage du Paredão et les multiples garimos, alliés à une politique de peuplement voulue par le gouvernement du territoire, vont certainement intensifier une migration déjà forte, encore grossie des apports d'un Rondônia saturé.

En se refusant à modifier la structure foncière, l'État s'est mis en situation de pouvoir utiliser à ses propres fins des excédents de population engendrés de trois façons différentes :

1° Dans le Nordeste, par la rencontre de taux de croissance naturelle élevés, un blocage foncier séculaire et de graves problèmes climatiques.

2° Dans le Sud, par les effets de la révolution verte sur une population de petits paysans.

3° Dans le Parana (essentiellement) par la substitution du soja mécanisé au café.

Les handicaps :

— Certains auteurs (Sawyer, 1984 ; Martine, 1987) ont fait remarquer qu'*au fur et à mesure de son expansion, la frontière dite « agricole » absorbe de moins en moins la migration rurale* et ne joue pas le rôle qu'a joué en son temps le Parana, par exemple.

Il y a à cela plusieurs raisons : la nouvelle frontière est beaucoup plus éloignée que les autres ; les sols y sont moins bons ; il s'agit d'une écologie différente à laquelle les agriculteurs du Sud ne sont pas habitués ; la malaria frappe durement. Il y a également les raisons politiques et sociales évoquées plus haut : immobilisations foncières spéculatives et violence rurale. Mais il s'agit aussi d'un changement de société : le Paraná, à son apogée, absorbait 66 % de l'immigration en zone rurale, l'Amazonie seulement 36 % entre 1970 et 1980 (Martine, *op. cit.*). L'expansion de la frontière amazonienne se développe à une époque où la population active agricole tend à stagner en valeur absolue malgré l'accroissement démographique général. C'est néanmoins la région Nord qui enregistre la croissance du nombre d'actifs agricoles la plus significative.

Le blocage foncier et l'absence de routes intermédiaires empêchent certainement l'Amazonie de jouer un plus grand rôle dans l'absorption en zone rurale d'une plus grande part de la migration. Une politique de distribution de terres plus dynamique dans les zones possédant déjà des infrastructures et proches des aires d'émigration (le Sud du Para, par exemple) contribuerait certainement à détourner de la ville une part non négligeable du flux migratoire. Le potentiel existe. En Rondônia, la colonisation encadrée et planifiée est directement responsable de moins de 50 % des installations. Le reste est dû à la pression foncière exercée par les colons, qui a obligé les autorités à procéder à des désappropriations de latifundium. En de nombreux points, des syndicats et organisations paysannes s'emploient à faire sauter le « verrou » foncier et résistent parfois avec succès aux intimidations des *fazendeiros*. Il y a donc, malgré des circonstances adverses, un *mouvement continu et dynamique d'occupation des terres de la part des petits agriculteurs*.

— Le *coût social* des projets de colonisation a souvent été dénoncé (Léna, 1986) : l'isolement, la maladie, la difficulté à écouler la

production, le manque d'assistance technique, amènent de nombreux colons à l'échec (endettement, vente du lot, fuite en avant ou prolétarianisation) et induisent la *concentration foncière* qui à son tour provoque l'extension des pâturages. Bon nombre d'échecs sont imputables au *modèle de colonisation* lui-même :

— Le modèle linéaire, le long des routes, correspondait à la forme la plus simple et la plus efficace du point de vue de l'occupation de l'espace. Son défaut est d'accentuer le poids des distances et du transport. Une occupation progressive, « en nappe » et polycentrique, aurait maximisé les échanges et les phénomènes de diffusion, au bénéfice des colons. *Mais elle ne correspondait ni à l'efficacité spatiale recherchée, ni à la politique foncière en vigueur.*

— Le tracé géométrique des lots (dénoncé depuis plus de trente ans mais malheureusement encore appliqué pour certains projets récents), qui ne tient pas compte du relief, des sols et de l'hydrographie, entraîne dès le départ de graves inégalités. Quelques projets nouveaux en Rondônia ont su éviter cet écueil en installant les routes de desserte sur les interfleuves et en ajustant le dessin des lots aux variations du milieu. Même si cela n'est pas parfait, l'agriculture, sur ce point, échappant à la rationalisation totale, les plus gros handicaps sont levés.

— Le retard apporté à la réalisation des voies d'accès aux lots a fait prendre de mauvais départs (pertes de récolte et vente des lots).

— Une insuffisante organisation de la commercialisation et des prêts a fait des colons la proie des intermédiaires.

— Enfin, l'instabilité des prix agricoles, ajoutée à l'inflation et à la variation des taux d'intérêts, rend très difficile toute tentative de planification à moyen terme et tend à rendre l'agriculture spéculative.

Il n'était pas impossible de coloniser avec succès des lieux éloignés de tout, mais plus l'isolement est grand et plus le projet doit être rigidement encadré, ce qui a pour effet d'augmenter son coût et d'empêcher sa reproduction à de nombreux exemplaires. De plus, pour être rentable, il devrait miser sur des produits valorisés sur le marché et incorporer les meilleures technologies. Ce n'est pas ce qui était recherché, on a privilégié *l'efficacité démographique et spatiale*.

Avec le modèle adopté, c'est seulement lorsque l'occupation atteint une certaine « masse critique » (comme en Rondônia) que les conditions peuvent s'améliorer. Les premiers arrivés, chargés de défricher le terrain, sont ceux qui rencontrent le plus de difficultés.

Les systèmes de production, problèmes et perspectives. Il existe cependant des voies pour une accumulation raisonnable — les colons qui ont réussi en sont la preuve — et cette réussite n'est pas due uniquement à des avantages de localisation ou de capital de départ (Léna, *op. cit.*). Par contre, *l'accès stable à la terre*, tel qu'il est fourni dans les projets encadrés (publics ou privés) ou dans leur voisinage, c'est-à-dire les zones non litigieuses où l'État reconnaît la validité de l'occupation spontanée, constitue un facteur de première importance.

Il permet l'accès au crédit et aux cultures commerciales.

Mais des facteurs sociologiques sont également en jeu : les colons vont avoir tendance à reproduire leur modèle de référence, c'est-à-dire, leurs pratiques antérieures. Ainsi, ceux qui ont travaillé comme métayers ou salariés sur les plantations de café ou de cacao viseront à créer rapidement leur propre plantation ; les *gauchos* cherchent à cultiver le riz, le maïs et le haricot avec des tracteurs, certains y parviennent (pour combien de temps ?), d'autres s'adaptent aux nouvelles conditions et développent une plantation. Quant aux petits paysans, principalement Nordestins, qui ont l'habitude de planter à la main du riz, du maïs et des haricots sur des défrichements annuels, ils continueront en Amazonie. Ne pouvant augmenter les quantités produites, la valeur de leur production a tendance à baisser face aux produits manufacturés et aux services dont ils sont chaque fois plus dépendants.

On est donc amené à faire une différence entre les projets de colonisation encadrés (Rondônia, Altamira, ...) où les Nordestins sont d'ailleurs nettement minoritaires, et la colonisation spontanée du Sud du Pará et du Nord du Goiás, où les Nordestins sont très largement majoritaires et ne jouissent pas d'un foncier garanti. Les formes intermédiaires sont fournies par les Nordestins au statut stable des projets encadrés (ils sont par exemple majoritaires dans certains projets de Roraima). Là, malgré le grand nombre d'échecs, on assiste à une *extension progressive des cultures permanentes et du petit élevage bovin, signe que les temps changent et que les modèles diffusent.*

Nous laisserons de côté l'agriculture motorisée, encore très peu représentative (sauf dans quelques projets privés du Mato Grosso et dans une zone limitée à l'Est du Rondônia) et noterons au passage la quasi-absence de la traction animale en Amazonie. Il n'y a pas de technologie intermédiaire !

En Rondônia, où se trouve la plus forte concentration de projets de colonisation du Brésil, la plupart des abandons ont lieu durant les deux premières années. La malaria, une mauvaise récolte (souvent due à une erreur d'appréciation de la date la plus favorable pour effectuer le brûlis), un endettement trop lourd vis-à-vis des commerçants, des difficultés d'écoulement de la production entraînant une perte partielle ou un mauvais prix sont les principales causes d'échecs. Ceux qui continuent à ne produire que des cultures annuelles restent soumis à ces aléas. Pour échapper à cette « zone de fragilité », le seul moyen offert au petit producteur sans capital est le recours aux cultures permanentes (café, cacao, poivre sur la transamazonienne). Le produit d'une bonne récolte de riz est en général insuffisant pour acheter du bétail, sauf pour ceux qui jouissent d'une main-d'œuvre abondante, mais permet de commencer une plantation. Au bout de trois ou quatre ans, les revenus de la plantation pourront être investis dans l'achat de quelques têtes de bétail. Lorsque le cheptel atteint vingt ou trente bêtes, le producteur est en mesure de faire face à la maladie, aux

mauvaises récoltes ou à la fluctuation des prix par la vente d'une partie de son troupeau. C'est également de cette façon qu'il pourra se moderniser (acheter un camion par exemple).

Le principal adversaire du colon est le recrû naturel. Le défrichage annuel ou tous les deux ans est rendu nécessaire pour des raisons de perte de fertilité du sol et de quantité de travail : après deux ans, le contrôle du recrû dans un champ exige une grande quantité de main-d'œuvre. C'est pour cette raison qu'un lot qui possède des surfaces en jachère est encore moins valorisé que celui qui a conservé sa forêt intacte (d'où également les difficultés à introduire des systèmes d'utilisation de la jachère par enrichissement). Pour éviter de laisser la place au recrû naturel et valoriser l'investissement en travail, et souvent en argent, que représente le défrichage, il n'y a que deux solutions : la plantation ou le pâturage. Ce dernier est souvent plus avantageux (du moins en apparence) pour les colons qui disposent de peu de main-d'œuvre. Mais il ne s'agit bien souvent que d'une jachère différée. Très rapidement, il est envahi par des plantes parasites que le brûlis annuel ne parvient pas à éliminer ; c'est le cas, entre autres, de *vernonia Matogrossensis* et de *Desmodium sp* qui se présentent en rangs serrés et atteignent rapidement plus de deux mètres de haut. La capacité de charge baisse rapidement, entraînant la mise en pâturages d'autres surfaces. Les paysans qui en ont les moyens utilisent de puissants herbicides. L'élevage est unanimement décrié, mais il rend de tels services au paysan qu'il est bien difficile d'enrayer cette dynamique, du moins tant que l'on a rien de mieux à proposer. Outre le fait qu'il est le principal moteur du déboisement (plus de 60 % des superficies défrichées lui sont consacrées dans les projets, jachères incluses) il présente deux autres inconvénients : il est à la fois facteur de désertification rurale et instrument de la concentration foncière. En petite quantité et inséré dans une mosaïque de culture, il serait tout à fait acceptable. Actuellement, de nombreux chercheurs se demandent si on ne pourrait pas faire jouer au bois (d'œuvre pour le long terme, pâte à papier ou charbon pour le court terme) le même rôle d'épargne que le bétail.

À moyen terme une agroforesterie paraît être une solution, car il n'est pas pensable de multiplier les plantations de cacao, de café ou de poivre à l'échelle de l'Amazonie, les prix mondiaux en souffriraient. Dans l'immédiat, le recours est la diversification : guarana, hévéa, noyer nain du Brésil, et, pourquoi pas, palmier à huile (ou autres palmiers d'Amazonie) et plantation de pins ou d'eucalyptus (les arbres originaires de la région ne supportent pas la plantation monospécifique, leur manière de lutter contre l'agressivité des parasites est justement l'extrême dispersion de la forêt naturelle (cf. Schubart, 1983)).

Des systèmes agroforestiers véritables, plus complexes, sont envisageables mais ils sont difficiles à gérer pour des paysans qui n'en ont pas l'habitude et s'ils sont écologiquement satisfaisants, leur rentabilité n'est pas toujours prouvée.

La « frontière amazonienne » ne peut plus être considérée aujourd'hui comme une simple extension dans l'espace de l'ancienne frontière agricole. Il s'agit plus simplement d'une région en développement où l'agriculture peut se révéler un des éléments importants d'un processus de développement régional intégré et où les villes joueront un rôle fondamental. Ce sont les villes, les agro-industries, les centres de recherche agronomique, qui doivent exercer un effet stimulant sur l'agriculture dans l'avenir.

B. Becker (1986) souligne avec raison le haut potentiel politique et sociologique de la frontière. Le sort des différents groupes n'y est pas scellé et la « fermeture » relative de l'espace a entraîné le renforcement des organisations paysannes, elles-mêmes traversées par de fortes contradictions dues au processus de différenciation économique accéléré qui sévit entre les petits producteurs. Mais ce degré de liberté supplémentaire a son envers dans la violence et la désorganisation qui privilégient l'aventurier et le spéculateur. Ce n'est pas le moindre défi de la frontière que de substituer à l'avenir un espace social structuré, stable et plus juste, aux dynamiques contradictoires et violentes du présent.

BIBLIOGRAPHIE

- BECKER B.K., Signification actuelle de la frontière, *Cab. ORSTOM*, Sc. Hum., Paris, vol. 22, n° 3-4 (1986), pp. 297-318.
- GOUROU P.; *Terres de bonne espérance, le monde tropical*, Paris, Plon (1982), 455 pp.
- LÉNA P., Aspects de la frontière amazonienne, *Cab. ORSTOM*, Paris, Sc. Hum., vol. 22, n° 3-4 (1986), pp. 319-344.
- MARTINI G., *Migração e absorção populacional no Trópico Húmido*, IPEA/CEPAL, Manaus (1986),
- OLIVEIRA A.E., Ocupação Humana, in *Amazônia*, CN éd. Brasiliense ed. (1983).
- SANTOS R., *História econômica da Amazônia (1800-1920)*, São Paulo (1980), éd.
- SAWYER D.R., Frontier expansion and retraction in Brasil, in : *Frontier expansion in Amazonia*, Un. of Florida Press (1964), pp. 180-203.
- SCHUBART H.O.R., Ecologia e utilização das florestas, in : *Amazonia*, CN éd. Brasiliense (1983).

Léna, Philippe

SAHEL, NORDESTE, AMAZONIE
Politiques d'aménagement en milieux fragiles

Jean GALLAIS, Hamidou SIDIKOU, Philippe LÉNA
Sylvia BAHRI, Pierre GRENAND, Françoise GRENAND
Jean-Louis GUILLAUMET, Maurice LOURD, Michel LESOURD,
Sylvie BRUNEL, Nelson CABRAL

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 37607e9
Cote : B

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris



UNESCO
7, place de Fontenoy
75700 Paris